

TEXTE : NOTES POUR CONFÉRENCE.doc
ASDEQ : Vendredi, le 16 mai 2008/Professeur Rodrigue TREMBLAY
Embargo : 16 mai 2008, 13H00

LES THÉORIES ÉCONOMIQUES AU SERVICE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Par

Rodrigue TREMBLAY,
Professeur émérite de sciences économiques
Université de Montréal

Les hommes politiques appliquent sans le savoir les recommandations d'économistes souvent morts depuis longtemps et dont ils ignorent le nom.
John Maynard Keynes (1883-1946)

C'est la concurrence qui met un prix juste aux marchandises et qui établit les vrais rapports entre elles.
Montesquieu (Charles Louis de Secondat, baron de) (1689-1755)

Aucune société ne peut prospérer et être heureuse, dans laquelle la plus grande partie des membres est pauvre et misérable.
Adam Smith (1723-1790)

Quand l'ami Charles Carrier m'a invité à venir vous adresser la parole ce midi, à l'occasion de ce congrès qui marque le 33^e anniversaire de la fondation de cette grande association qu'est l'ASDEQ, il m'a mentionné que j'y trouverais plusieurs de mes anciens étudiants. En effet, aujourd'hui, je me retrouve avec des visages connus ; je me sens entre connaissances et entre amis.

Un d'entre vous m'envoyait ce petit mot, il y a quelque temps : *"Je veux vous exprimer ma très grande reconnaissance pour votre précieuse aide au début de ma carrière comme économiste. ...Je vous ai toujours considéré comme mon père académique."* –Je ne voudrais pas le mettre mal à l'aise en identifiant cet ancien étudiant en donnant son nom au complet, mais je lui dis : Merci Robert !

Charles Carrier m'a aussi dit que malgré toute l'expérience et les leçons que vous avez acquises par la pratique certains d'entre vous tireraient sans doute profit d'un petit cours de rattrapage et apprécieraient peut-être se faire rappeler un certain nombre de notions économiques de base, que l'on oublie parfois dans le feu de

l'action, ou qu'une propagande intéressée et bien orchestrée peut à l'occasion venir déformer.

Il me fait aussi plaisir de renouer connaissance avec cette grande association d'économistes québécois qu'est l'ASDEQ. Il faut dire que je n'ai jamais été très éloigné de l'ASDEQ puisque je fais partie à l'occasion de son comité des politiques économiques qui est présidé par Jean-Pierre Aubry.

Ceci dit, c'est dans cet esprit quelque peu pédagogique que je suis heureux de venir converser avec vous d'économie ce midi. Je vais essayer de m'en tenir à quatre grandes observations assez générales :

-soit, l'économie en tant qu'art appliqué,

-la vérité des prix et l'efficacité des marchés, et quand il est nécessaire de réglementer, --l'endettement financier par rapport à l'économie réelle au cours des cycles économiques,

-et, finalement, je dirai quelques mots sur la crise énergétique qui se pointe à l'horizon et sur l'évolution du dollar canadien au cours de cette tourmente appréhendée.

1. L'art de l'économie appliquée

Tout d'abord, je dois vous réitérer ma conviction que l'économie, surtout l'économie appliquée, est tout autant un art qu'une science. C'est que l'économie est un organisme vivant dont le bon ou mauvais fonctionnement dépend autant des émotions positives ou négatives des intervenants que des offres et demandes objectives pour les biens et les services.

C'est pour cela que je dis que les économistes sont un peu à l'économie ce que sont les médecins à la santé du corps humain. Les médecins utilisent les sciences, telle la biologie, pour exercer leur art. Les économistes aussi doivent se référer à des théories économiques éprouvées et à des techniques quantitatives pour résoudre des problèmes ou formuler des politiques. Vue sous cet angle, l'économie appliquée est donc un art, tout comme la médecine est un art, en ce sens que les

connaissances théoriques doivent chaque fois être adaptées à des situations particulières. La biologie peut être étudiée en isolement, mais la médecine doit être pratiquée dans un contexte bien particulier. De même, on peut étudier l'économie et l'économétrie en isolement, mais l'économiste doit appliquer ses connaissances dans un environnement particulier.

Dans les faits, cependant, on observe que qu'il y a une différence entre la médecine et l'économie appliquée, en ce sens que la médecine est davantage inductive, tandis que l'économie demeure une discipline qui se fonde encore principalement sur la déduction de principes généraux plutôt que sur les problèmes économiques concrets à solutionner. En médecine, on part de maladies observées afin de découvrir des solutions curatives. En économie, il y a encore une tendance à partir de concepts préconçus et à les appliquer à des situations concrètes, parfois même en allant jusqu'à nier que des problèmes concrets existent, ... parce qu'ils ne sont pas conformes aux hypothèses théoriques d'un modèle en particulier. En médecine, cela équivaldrait à nier l'existence d'une épidémie parce qu'on ne dispose pas d'un vaccin pour la contrôler.

L'autre parallèle que je ferais avec la médecine est celui-ci. Tout comme en médecine, un bon praticien doit tenir compte de la situation de chaque patient. De même, un bon économiste ne doit pas être trop dogmatique et doit être capable d'adapter les connaissances théoriques au contexte et aux situations particulières d'un pays ou d'une région. Ce ne sont pas tous les remèdes qui sont efficaces dans toutes les circonstances et même certains remèdes ont des interactions entre eux qui peuvent être imprévisibles.

Mes remarques aujourd'hui iront donc toutes dans la même direction, à savoir qu'il existe des problèmes économiques qui exigent que l'on fasse appel à la fois au pragmatisme et à la théorie pour les solutionner.

Je rappelle ce que disait Frédéric Bastiat (1801-1850) sur les économistes :

"Un mauvais économiste est celui ou celle qui ne prend en considération que les effets visibles et immédiats d'une mesure (Ex : le protectionnisme) ; tandis que le

bon économiste prend en considération à la fois les effets visibles et immédiats, mais aussi les effets prévisibles et diffus d'une mesure."

Il s'agit ici des effets 'macro' par rapport aux seuls effets 'micro'. Si on ne suit pas cette règle, on risque de proposer des mesures désastreuses à moyen et à long terme, après quelques gains de court terme.

–C'est ce qui faisait aussi dire à (Vladimir) Lénine (1870-1924), je crois, qu'un mauvais économiste placé en position d'autorité a un pouvoir destructeur plus grand que celui de toute une armée ! (On pourrait en dire autant des mauvais politiciens !)

2. Le 'dieu' marché et la vérité des prix

Quelques mots sur ce je j'appellerais, le 'dieu' marché.

En tant qu'économistes, nous croyons tous que le système des marchés concurrentiels et des prix relatifs et monétaires flexibles, grâce à la décentralisation des décisions et la dispersion des risques, est le meilleur moyen de faire l'allocation des ressources et d'éviter les situations de pénurie, en plus de favoriser l'efficacité et la productivité. Tous les économistes savent que lorsqu'il n'y a pas d'ajustements par les prix, les ajustements doivent se faire par les quantités, ce qui est beaucoup plus difficile et douloureux à mettre en œuvre.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la très grande majorité des économistes favorisent le libre-échange et ne réservent les mesures protectionnistes qu'à des situations particulières. La majorité des économistes favorisent aussi des monnaies indépendantes et des taux de change flexibles, toujours afin de favoriser les ajustements par les prix plutôt que par les quantités.

Par ailleurs, s'il est bon d'introduire la rationalité économique dans les débats publics, il faut se garder de jeter le bébé avec l'eau du bain et faire des marchés ce qu'ils ne sont pas, ce qu'ils n'ont jamais été et ce qu'ils ne seront jamais, c'est-à-dire des mécanismes parfaits d'allocation des ressources. Il existe, en effet, un très grand nombre de situations où la "vérité des prix" n'existe pas. Il serait trop long pour les énumérer toutes, mais le cas de la pollution et des produits polluants est celui qui

vient spontanément à l'esprit.

Néanmoins, on observe depuis un quart de siècle, et cela semble avoir coïncidé avec l'arrivée au pouvoir des équipes de Ronald Reagan (1911-2004) aux États-Unis et de Mme Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, l'émergence d'une véritable religion laïque selon laquelle le marché serait une sorte de dieu omniscient, omnipotent et infaillible, lequel serait l'unique instrument collectif pour atteindre le bien commun et l'intérêt collectif, et cela en toutes circonstances. On a prétendu, et malgré l'effondrement spectaculaire actuel de certains marchés financiers, certains prétendent encore, qu'il n'y aurait pratiquement pas de problème économique que le marché ne puisse solutionner.

Or, en fait, les marchés sont des institutions fragiles, très influencées par le contexte politique général, et ils sont très souvent sujets à des dérapages et à des défaillances. Il y a même des ressources pour lesquelles l'exploitation par le libre marché et le libre jeu des prix est tout à fait contre-indiquée, comme la surpêche des fonds marins l'illustre bien.

Adam Smith (1723-1790), le principal fondateur de la science économique, ne croyait certainement pas que les marchés fonctionnaient toujours parfaitement quand il disait :

« Il est rare que les membres d'une même occupation se rencontrent, même pour des réjouissances ou du divertissement, sans que la conversation ne dégénère en une conspiration contre le public, ou en une collusion pour faire hausser les prix. »

Ou quand il disait :

"L'intérêt particulier de ceux qui exercent une branche particulière de commerce ou de manufacture est toujours, à quelques égards, différent et même contraire à celui du public. L'intérêt du marchand est toujours d'agrandir le marché et de restreindre la concurrence des vendeurs. Il peut souvent convenir assez au bien général d'agrandir le marché, mais de restreindre la concurrence des vendeurs lui est toujours contraire, et ne peut servir à rien, sinon à mettre les marchands à même de hausser

leur profit au-dessus de ce qu'il serait naturellement, et de lever, pour leur propre compte, un tribut injuste sur leurs concitoyens."

Parce qu'il y a telle chose que les cartels, les monopoles et la manipulation des marchés, cela nous conduit aux besoins de réglementation des marchés quand le nombre de producteurs est restreint ou quand l'intérêt public peut facilement être floué d'une façon irrévocable.

Et encore là il faut être pragmatique, car la réglementation est aussi un instrument qui peut facilement se détraquer et produire des effets pervers. En effet, il peut facilement y avoir des situations de sur-réglementation ou de sous-réglementation.

Par exemple, il peut y aller de l'intérêt des 'réglementeurs' de sur-réglementer et de réglementer tout et rien d'une manière tatillonne. C'est pourquoi les 'réglementateurs' doivent eux-mêmes faire l'objet de surveillance.

Mais la sous-réglementation est beaucoup plus fréquente car elle est un produit du fonctionnement du régime démocratique.

La première chose qu'exigent les pourvoyeurs de fonds aux partis politiques susceptibles de prendre le pouvoir, c'est en effet d'obtenir l'assurance que les personnes nommées sur les organismes réglementaires leur seront favorables. Cela ne prend pas beaucoup de corruption politique pour que l'intention première d'une réglementation de préserver l'intérêt public soit pervertie en une poursuite effrénée d'intérêts particuliers.

Aux États-Unis, pays que j'observe d'assez près, les situations de conflits d'intérêts abondent dans une foule d'organismes où l'on pratique la politique de la rotation des emplois entre le secteur public et le secteur privé.

En tant qu'économistes, on doit toujours se poser deux questions face à une réglementation en particulier :

1- est-elle absolument nécessaire ?

Et 2- si elle est absolument nécessaire, est-ce qu'on l'applique efficacement et équitablement ?

Le grand problème vient de l'intervention politique partisane dans l'application des réglementations. Si vous voulez savoir ce qui arrive-t-il lorsque des marchands, des industriels ou des banquiers s'emparent *de facto* des organismes de réglementation, vous n'avez qu'à regarder ce qui s'est passé sous l'administration Bush-Cheney aux États-Unis avec la Securities and Exchange Commission (SEC) et même avec la FED. Ces organismes furent confiés à des personnes proches de l'industrie qu'ils avaient à réglementer, de sorte qu'ils ne sont point intervenus lorsque les banques et les courtiers se sont mis à faire des prêts obligataires avec des dépôts négatifs ou à faire des placements risqués, pour ensuite transférer les risques à des investisseurs trompés par les agences de cotation.

Je souligne que la bulle spéculative dans l'immobilier et la crise bancaire américaine qui s'en ait suivie, sont en grande partie le résultat de l'abolition de la Loi Glass-Steagall, en 1999, laquelle défendait aux banques de se lancer dans le trafic de titres spéculatifs. C'est bien sûr le lobby des banques qui fit sauter le Glass-Steagall Act.

La crise du subprime et du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) va servir pendant longtemps de référence à ce qui arrive quand les marchés se détraquent et que la réglementation est suspendue ou paralysée.

Ici, au Canada, je vois que le ministre des finances Jim Flaherty déclare que les banques doivent s'attendre, à l'avenir, à *“une réglementation plus serrée”*. Mais c'est un peu, beaucoup, comme de fermer la porte de l'écurie quand le cheval s'est déjà enfui !

Et, au Québec, on connaît tous l'hermétisme et la cartellisation de nombreux domaines d'activité sous l'égide d'une panoplie de corporations professionnelles qui défendent beaucoup plus des intérêts particuliers mercantiles que l'intérêt général, et qui pénalisent lourdement les jeunes qui veulent entrer dans certaines professions.

3. Les dettes et les cycles économiques

Un autre domaine relativement ignoré est celui du fardeau d'endettement maximal qu'une économie peut supporter. En finance internationale, on sait à partir de l'étude des crises financières qu'un déficit dans la balance courante qui atteint le seuil du six pourcent, rend toute économie vulnérable à un exode de capitaux spéculatifs et à une crise des changes. Plusieurs croyaient que les États-Unis, dû au fait que le dollar américain est une monnaie-clé, pouvaient être exemptée de cette règle. Aujourd'hui, on sait qu'il n'en est rien et le dollar américain peut s'écrouler comme n'importe laquelle autre monnaie quand le déficit du déficit courant se rapproche du six pourcent. La flambée des prix du pétrole et des 'commodities' est en grande partie une fuite du dollar américain par des investisseurs qui sont désireux de maintenir leur pouvoir d'achat.

La question structurelle de l'importance des dettes non bancaires par rapport au produit intérieur brut (PIB) ne reçoit pas beaucoup d'attention dans les études théoriques, alors que le ratio des dettes sur le PIB peut être un indicateur d'importants problèmes économiques à venir. Ainsi, pendant des décennies (je parle ici encore de l'économie américaine) le ratio des dettes non bancaires par rapport au PIB s'est maintenu autour de 100 pourcent. Autrement dit, les obligations et les hypothèques émises et d'autres formes d'emprunt suivaient en importance l'économie réelle.

Or, il y a un quart de siècle, au début des années '80, quelque chose de structurel s'est produit. Le ratio s'est mis à grimper, de sorte que présentement il est au même niveau qu'il l'était en 1932, soit supérieur à 300 pourcent. La dépression économique qui a duré, dans les faits, jusqu'en 1942 aux États-Unis en fut une de déflation des dettes.

Voici quelques chiffres bruts tirés du dernier rapport de la FED (U.S. Federal Reserve's *Flow of Funds* report). Pour un Produit intérieur brut (PIB) qui se situe aux environs de 13,5 trillion de dollars (en mesures américaines et à la fin de 2007), la somme de la dette publique (\$5.1 trillion), de la dette corporative (\$10.7 trillion), de la dette hypothécaire (\$14.6 trillion) et des autres dettes est égale à \$48.8 trillion, soit

plus que trois fois le PIB, lequel se situe à \$13,5 trillion, ce qui donne un ratio de 361 pourcent du PIB.

C'est ce qui me laisse croire que ce fardeau du surendettement des ménages, des entreprises et des gouvernements est susceptible de peser assez longtemps sur l'économie réelle aux États-Unis pendant encore quelques années. Les dépenses intérieures des grands secteurs ont de fortes chances de se trouver ralenties par le besoin de ramener l'endettement à des niveaux plus faciles à gérer.

La principale source de croissance aux États-Unis va donc devoir venir des exportations grâce à une monnaie sous-évaluée, et possiblement par un endettement public encore plus grand pour financer des guerres ou de grandes dépenses d'infrastructure. Pour le Canada, cela signifie que les producteurs canadiens trouveront le marché américain moins hospitalier et beaucoup plus compétitif au cours des prochaines années.

Tout cela survient quand trois grands cycles économiques sont en phase terminale et approche de leur bas : le cycle de 54-60 ans d'inflation-désinflation-déflation (Kondratieff), lequel a débuté en 1949, exerce présentement ses pressions déflationnistes; le cycle de la construction d'une durée d'environ 18 ans (Kuznets), lequel a démarré d'un bas en 1992, devrait atteindre un nouveau bas en 2010-11, tandis que le cycle décennal en technologie (Juglar) souffre de l'essoufflement du secteur de l'ordinateur, et lui aussi devrait trouver un bas en 2010-11.

Tout cela pour conclure que le présent ralentissement ou la récession actuelle (si elle est confirmée), après un rebondissement temporaire, pourrait perdurer encore quelques années. Ce pourrait être une période de stagflation, c'est-à-dire caractérisée par une croissance anémique et par des hausses de prix dans la foulée de la flambée des prix du pétrole et des produits de base.

4. La monnaie et la maladie hollandaise

Comme le Canada a une pétro-monnaie, le trajet que suivra le dollar canadien au

cours des prochaines années sera sans doute le facteur qui influencera le plus l'évolution de l'activité économique et de l'emploi. Je constate que la Banque du Canada s'efforce depuis quelques mois de maintenir le dollar canadien autour d'une parité avec le dollar américain.

La Banque du Canada sait bien que le Canada est menacé de la maladie hollandaise et d'une désindustrialisation importante dans les prochaines années si le scénario du "Peak Oil" en venait à dominer l'économie mondiale.

En effet, si nous entrons vraiment dans la période du "Peak Oil", avec des prix pour le pétrole qui pourraient dépasser \$200 le baril, l'économie mondiale devra s'adapter à une transformation majeure dans les sources énergétiques. Cela prendra du temps, à cause du très grand stock de capitaux reliés au pétrole, notamment en matière de transport, de sorte que la stagflation dont j'ai déjà fait écho pourrait perdurer pendant encore plusieurs années.

Pour le Canada, cela pourrait signifier un dollar fort et surajusté à la hausse, pouvant atteindre possiblement 1,20-1,30 \$U.S. Cela serait sans doute très bénéfique pour étouffer l'inflation et pour les consommateurs, mais cela aurait vraisemblablement des conséquences désastreuses pour la production et l'emploi dans le secteur manufacturier du Québec et de l'Ontario, et même dans celui de la forêt et des mines et de tous les secteurs exportateurs ou en concurrence avec les importations.

Comme il s'agit d'une situation particulière reliée au fait que le Canada a de grands gisements en pétrole et en gaz naturel, j'ai déjà proposé, et je le réitère aujourd'hui, que le Canada imite la Norvège qui s'est retrouvée dans une situation semblable il y a quelques décennies, et que le gouvernement canadien annonce la constitution d'un fonds de richesse collective, en monnaies étrangères, afin de gérer la crise énergétique qui s'annonce.

Pendant une période d'une dizaine d'années, le gouvernement canadien pourrait constituer un fonds de richesse collective de quelques 200 milliards. Ceci permettrait de maintenir le dollar canadien à l'intérieur d'une fourchette qui empêcherait que

l'économie canadienne ne se désindustrialise fortement. Le flux des revenus découlant de ce fonds pourrait servir à bonifier les paiements de péréquation versées aux provinces pour que ces dernières procèdent à la reconstitution de leurs infrastructures de base.

Conclusion

Ma première conclusion est donc que l'économie canadienne est en meilleure santé que l'économie américaine. Néanmoins, parce qu'environ quatre-vingt-cinq pourcent des exportations canadiennes sont dirigées vers les États-Unis, et parce que la poussée des prix du pétrole devrait se refléter sur un dollar canadien à la hausse, l'économie canadienne devrait elle aussi ralentir dans les prochaines années. Et si ce sera vrai pour l'ensemble de l'économie, ce le sera encore bien davantage pour le Québec et l'Ontario dont les secteurs manufacturiers subiront le gros des contre-coups.

Cependant, cette tendance lourde n'est pas complètement inéluctable, et peut être amortie par des politiques économiques appropriées. Du moins, c'est ce que je souhaite.

Ma deuxième conclusion est que la profession d'économiste est la plus merveilleuse des professions car elle permet comme aucune autre de comprendre en profondeur comment fonctionnent les sociétés et quels sont les défis qu'elles doivent relever pour survivre et pour prospérer.

Mon seul bémol : Je crois que les économistes ne participent pas suffisamment aux grands débats publics concernant les problèmes économiques et sociaux de l'heure. Si nous ne sommes pas visibles sur la place publique, d'autres professions le seront et les résultats risquent d'en souffrir. C'est peut-être pourquoi au Québec, on semble avoir développé à outrance le °Juste pour Rire°. Peut-être aurions-nous intérêt à revenir à un meilleur équilibre et à être un peu plus sérieux.

Merci beaucoup.

Rodrigue Tremblay est professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Montréal. On peut le rejoindre à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay@yahoo.com.

Son dernier livre '**Le Nouvel Empire Américain**' a été publié en français, en anglais et en langue turque.

Le professeur Tremblay anime aussi un blogue international en langue anglaise, mais aussi en partie traduit en huit langues, et est accessible à l'adresse suivante : <http://www.thenewamericanempire.com/blog>.

On peut consulter le contenu du prochain livre du professeur Tremblay, intitulé "*Le Code pour une Éthique Globale*", au site suivant : <http://www.TheCodeForGlobalEthics.com/>